

THOMAS MÉNAGÉ est face à CHARLES CONSIGNY sur BFMTV !

15 min

Charles : Charles Consigny, il va dans le bon sens, Sébastien Lecornu ? Alors oui, moi je trouve qu'en demandant 54 milliards d'économies, il va dans le bon sens. Alors c'est pas

économie, c'est effort budgétaire, il faut être précis sur les termes utilisés.

Charles : Alors à plusieurs titres. D'abord, il dit dans la stabilité fiscale. Donc ça veut dire qu'il augmente les impôts, évidemment. Parce que quand un responsable politique en France dit qu'il les maintient au même niveau, c'est qu'il les augmente. Quand il dit qu'il les baisse, c'est qu'il les augmente, mais pas de trop. C'est ça la réalité. Par exemple, la surtaxe sur les

grandes entreprises qui est maintenue devrait rapporter 5 milliards d'euros par an au lieu de 8. Alors ça baisse un peu mais il y a toujours cette surtaxe.

Charles : Donc d'abord, je pense que les impôts vont augmenter, premièrement. Et d'ailleurs on le voit bien sur les retraités tout ça. Ensuite, de ce que j'ai compris, je parle sous le contrôle d'un parlementaire, si le Cornu passe finalement son budget par ordonnance, c'est la première copie qu'il aura soumise au Parlement qui sera retenue. Donc cette copie avec 54 milliards d'euros d'efforts budgétaires. Et tout ce qui aura été ensuite discuté, amendé, etc. sera oublié. On retient la première version. Il sera censuré. S'il passe par ordonnance, son gouvernement lui-même tombera. Mais le Cornu fait beaucoup de politique en réalité. Malgré ses démentis, je pense qu'il fait en sorte d'être un candidat potentiel à la présidentielle. S'il présente une copie, entre guillemets, courageuse avec des efforts, que derrière il est censuré, que c'est du coup sa copie courageuse qui devient le budget, il est démissionné, mais il sera candidat dans la foulée sur la base de ce budget-là. En étant censuré ? Oui, absolument. C'est comme ça que je vois sa stratégie. Et d'ailleurs, il y a plein de stratégies dans son budget. Je ne veux pas être trop long, donc je laisse répondre notre invité. Mais il y a beaucoup de stratégies politiques dans le budget soi-disant sans égo de

Le Cornu. Il y a des mesures qui vont vous plaire. Par exemple, Sébastien Le Cornu propose un délai de carence pour certaines allocations aux étrangers. Ça, c'est une revendication du RN ?

On attendra de voir réellement si ça passe, réellement si c'est constitutionnel parce qu'aussi il y a des débats en la matière. Ça avait déjà été voté par l'Assemblée nationale et c'est la raison pour laquelle on veut passer un texte dans le cas d'une réforme constitutionnelle avec ces cinq ans d'équivalent temps plein pour qu'une personne qui arrive sur notre sol n'ait pas les prestations non contributives. On fait la différence entre les prestations contributives, celles où vous payez chaque mois, vous cotisez à la Réseau en Chômage, que vous soyez étranger ou français, vous avez vos droits, vous ouvrez des droits et vous en bénéficiez. Celles qui sont non contributives, là il faut un minimum de temps. Et aujourd'hui, il y a un débat constitutionnel en matière. Mais tant mieux si le Premier ministre... Ça rapporte beaucoup d'argent ça ? Au global, avec cinq ans d'équivalent temps plein, on est autour de 15 à 18 milliards sur cette base. Donc aujourd'hui, là, c'est pas cinq ans d'équivalent temps plein, je sais pas encore le détail précisément de ce qui sera proposé dans le budget. Nous, Marine Le Pen a été claire, on attend de voir la copie globale, on n'est pas comme la France Insoumise, mais on a à chaque fois pas été dans cet état d'esprit. On est en train de voir réellement ce qu'il en est. On a bien entendu un certain nombre de lignes rouges, d'éléments où, au

moment d'une crise sociale majeure, où les gens n'arrivent plus déjà à chauffer, à se déplacer... Par exemple, les

retraités, puisqu'ils proposent quand même que les retraités fassent un effort dans ce budget, alors moins de six milliards, mais ça veut dire qu'ils veulent viser ce qu'on appelle les retraités aisés, mais on n'a pas encore bien défini ce que c'est un retraité aisé. Est-ce que pour vous c'est une ligne rouge ? Oui, ça

en fait partie, parce que c'est une augmentation d'impôts déguisés. C'est -à-dire que les 54 milliards, il faut que ce soit des économies, il ne faut pas que ce soit des hausses d'impôts déguisés. C'est -à-dire que quand vous dites, vous allez vous appauvrir, on va supprimer l'avotement, on va désindexer, directement vous appauvrissez le peuple. Et surtout, aujourd'hui, je pense que c'est inentendable de la part des retraités, comme de tous les Français, tant qu'on ne fait pas des économies ailleurs. Donc on attendra de voir la réalité, mais six milliards, si on cherche ces milliards, Bruno Le Maire, qui n'est pas du Rassemblement national, lui-même maintenant le dit, il faut faire baisser la contribution de l'Union européenne. C'est six milliards, on demande un rabais, on serait toujours contributeurs nets, comme à l'époque de Jacques Chirac, à peu près sur le même étiage, mais on contribue moins. Si on veut aussi faire six milliards, cherche six autres milliards, et ça sera les débats parlementaires, on subventionne les éoliennes. C'est -à-dire qu'on est pour les énergies renouvelables, le géothermie, l'hydroélectricité, mais les éoliennes, ce ne sont pas des bonnes énergies renouvelables, vertueuses. Et ça, on les subventionne à hauteur de six milliards. On a six milliards, on pourra les trouver ailleurs. Si on cherche six milliards, on arrivera, je pense, les parlementaires à les trouver.

En regardant, en fait, il en donne un petit peu à tout le monde, Sébastien Lecornu, parce que le délai de carence pour les étrangers, ça, c'est pour le RN. Le gel du point d'indice des fonctionnaires, ça, c'est pour les Républicains. La surtaxe sur les grandes entreprises, ça, c'est un petit coup pour la gauche. En essayant de satisfaire tout le monde, est-ce que finalement, il ne va pas mécontenter tout le monde dans cette histoire ?

Charles : On verra. Moi, je pense qu'il y a beaucoup de politiques dans tout ça, qui donnent à chacun un prétexte pour justifier le vote du budget et la non-censure. C'est ça qui... Vous faites l'amour, mais c'est ça qui fait... Ou l'inverse. Moi, je ne sais pas à quel point il est malicieux et à quel point... Pour l

instant, tout le monde a dit que ce budget serait censuré souffleur. Ces stratégies

Charles : sont au 30ème degré. On voit bien que tous les premiers ministres, depuis que l'Assemblée est composée comme elle est maintenant, n'arrêtent pas de se casser les dents sur la composition et croient toujours qu'en donnant une carotte à un tel et à l'autre, ils arriveront à l'ouvoyer comme ça et à chaque fois, finalement, ils se prennent les pieds dans le tapis, sauf quand vraiment ils crament la caisse, ce qui a fait le cornu lors du précédent budget, en donnant aux socialistes le scalp de la réforme des retraites, qui est à peu près la seule réforme courageuse du 2ème quinquennat de Macron. Oui, mais là, dans cette

copie -là, il n'y a pas une concession forte à un groupe. Il n'y a pas, effectivement, la suspension de la réforme des retraites. Il n'y a pas l'équivalent.

Charles : Là, c'est des petites mesures. Parce qu'on est au bord d'avoir les instances européennes, voire le FMI, au chevet de la France. Donc moi, quand je l'entends dire, on a un problème en France, quand je l'entends dire, comme pour rassurer je ne sais qui, ça n'est pas un

budget d 'austérité, moi, ça m 'inquiète. Je suis désolé. Je pense que ça... Il faudrait un budget d 'austérité. Absolument. Je pense que la tronçonneuse serait de faire un budget d 'austérité. La tronçonneuse, j 'ai vu les chiffres qui sont tombés aujourd 'hui. Ravier -Milleille a définitivement tué l 'inflation en Argentine et ils ont 4 points de croissance. On serait contents d 'être dans cette situation. De l 'aveu même de Le Cornu, les dépenses de fonctionnement, c 'est -à -dire de fonctionnement, pas les dépenses utiles aux Français, les dépenses de fonctionnement des collectivités locales ont augmenté de 7 milliards d 'euros cette année. Enfin, excusez -moi, mais... C 'est parce que l 'Etat a délégué beaucoup plus aux

collectivités. De fonctionnement, non ! Et elles ont embauché, du coup.

Les prix de l 'énergie ont augmenté. Vous savez que les collectivités aussi, il y a peut -être du gras, il y a sûrement des réformes de fonctionnement et des économies à faire, mais il y a quand même un élément qu 'il faut pas oublier, c 'est que le gaz, l 'électricité, les carburants... Et quand vous êtes maire, je parle pas des grosses collectivités, mais les maires, quand il y a l 'éclairage public, sauf à éteindre, sauf à ne plus mettre de carburant dans la camionnette qui fait dans un village de 500 habitants de l 'essence, à un moment, il y a quand même aussi une hausse des coûts fixes. Ça vous met pas à nier ?

Charles : Non, si. Parce que je veux qu 'il y ait du... Non, mais ce que je veux dire, c 'est qu 'il faut qu 'il y ait du cost killing. Moi, je suis très surpris de voir une chose. C 'est que... Le conseiller territorial, souvenez -vous, qui devait remplacer, qui devait fusionner le conseil départemental avec le conseil régional, c 'était, j 'ai retrouvé ça, dans le programme d 'Emmanuel Macron en 2016. Donc ça devait être fait, là, dans les 10 ans qui se sont écoulés. C 'était une réforme de Sarkozy, à l 'origine, que bien sûr, Hollande, qui est la nouvelle star des journalistes, et à mon avis, pas au -delà des journalistes, a passé évidemment à l 'as, parce que lui, il aime bien quand il y a des couches, parce que ça fait autant de repas, autant de banquets, autant de gens à serrer des mains, autant d 'électeurs potentiels, ça, ça lui plaît. La métropole, le conseil départemental, le conseil régional, la communauté de communes, l 'intercommunalité, ça, il aime Hollande, ça, c 'est son monde. Bon, avec ces 20 000 euros de retraite, 10 000 plus l 'indemnité parlementaire. Donc moi, je dis, qu 'est -ce qu 'on attend, par exemple ? Alors, je sais qu 'avec l 'État, là, de l 'Assemblée, c 'est difficile à faire, mais je pense que, par exemple, on va voir si vous êtes d 'accord avec moi, d 'ailleurs, parce que le RN aussi, ça devient un parti d 'élus, je vous vois tous, là, c 'est des élus... Et bientôt de sénateurs. Bien dans le fromage, les élus RN. C 'est parce que les Français nous choisissent, on n 'a pas besoin de l 'emplacement. Est -ce que vous seriez, par exemple, favorable à la suppression de l 'échelon politique du département ? On garde la région, le conseil régional, on supprime le conseil départemental. Ça ferait des économies. Nous, on

est favorable à une suppression d 'un échelon. Depuis des années, on est favorable à la suppression des régions. Voilà, on préfère un échelon... On préfère un échelon beaucoup plus proche, qui connaît le territoire. Ça fait économiser combien, ça ? Alors là, j 'ai plus le chiffre en tête. Ça fait moins économiser que si on supprime le département. Oh, peu au pou. On est quand même sur le même étiage, mais on supprime des élus, on supprime des fonctionnaires et surtout des mégastructures qui, plus elles sont grosses, moins elles sont bien gérées, plus elles sont détachées du territoire. Et aujourd 'hui, ça,

c 'est une mesure d 'économie. Ce n 'est pas proposé par Sébastien Lecornu. Non, tout ça, ce n 'est pas faisable. Moi, j 'ai l 'impression que quand même, Sébastien Lecornu, avec ses propositions qu 'on découvre quasiment en direct dans cette interview accordée au Figaro, c 'est que certes, ce n 'est pas le grand soir de la dépense publique, mais quand même, il essaie de limiter les dégâts. Parce qu

'il sait très bien que c 'est un budget de transition. Dans sept mois, qui pourra, s 'il y a une majorité derrière, changer ce budget. Donc il va peut -être dans le bon sens. Ce n 'est pas le grand soir, mais

Charles : c 'est déjà ça. Je ne sais pas comment vous dire. On croirait un élève qui a zéro de moyenne et qui, au troisième trimestre, arrive à convaincre le conseil de classe. que ça va dans le bon sens. Je suis désolé, ça fait 10 ans qu 'ils sont là, on a 3500 milliards... -"On ne peut pas dire que le camp de 8 est en progrès ?" Je reprends votre métaphore. -"Quand ça fait 10 ans que vous avez zéro de moyenne, je suis désolé, vous ne pouvez pas me convaincre, si je suis professeur dans votre conseil de classe, que vous êtes en progrès. Quand ils arrivent avec 3500 milliards d 'euros de dette, et puis, en plus, toujours cette rhétorique que je trouve très pénible chez les Macronistes, je ne veux pas taper sur eux spécialement, mais quand même, c 'est que c 'est jamais... C 'est toujours la faute des autres. Le dernier argument à la mode, c 'est que c 'est la situation internationale. Attention, nous allons... Emmanuel Macron convoque demain les chefs de parti pour parler des conséquences nationales de la situation internationale. La situation internationale, par définition, vous percute. Ca, c 'est normal. Il y a des guerres, des conflits, les matières premières qui obéissent à des cours mondiaux, ça monte et ça descend, quel est la responsabilité d 'un homme politique et d 'un homme d 'Etat ? C 'est de faire en sorte que le pays soit prêt à absorber la situation internationale, à résister à la situation. Là, on est complètement à poil.

Et surtout, ils se défosent, alors que tous les pays européens, qui s 'en sortent mieux que nous, aujourd 'hui, ont la même crise. On a eu la même chose et la même rhétorique au moment du Covid, où on nous a dit que c 'était le quoi qu 'il en coûte, mais le rapport de la Cour des Comptes a dit qu 'un tiers est lié au Covid. On aurait pu dire, et on peut donner ce point à Emmanuel Macron, qu 'un tiers n 'est pas de sa faute, mais c 'est les réformes qui n 'ont pas été faites, la relance qui n 'a pas eu lieu parce qu 'on est totalement submergé par les impôts, par les taxes, par les normes qui empêchent le développement de notre économie. Aujourd 'hui, je pense qu 'on ne peut pas se défoser. Il y aura un bilan qui sera à rappeler à Edouard Philippe et à Gabriël Attal qui font le tour des bistrots et des pommiers, mais qui doivent se rappeler à leur bilan.

Charles : Je sais pas s 'ils sont encore en campagne. Si, je l 'ai vu planter des fleurs. Parfois, on se demande. C 'est intéressant d 'entendre ça. En même temps, il y a un double discours, cher M. Ménager, parce que quand je regarde le programme, je ne veux pas me répéter, mais vous n 'êtes pas miléiste. Quand on supprime

des agences, le CESE, les Césaires, les régions, quand on veut supprimer, fusionner tout un tas d 'agences, je considère qu 'on va nettoyer

Charles : la situation. Le dernier mot à l 'Assemblée, c 'est les gros blocs. Je sais pas si vous entendez ça. Ils arrêtent pas de dire ça. On va s 'attaquer au gros bloc des retraites. Vous, par exemple, vous vous y attaquez pas du tout. Marine Le Pen est encore sur la retraite de 1962. On s 'attaque à tous les autres blocs. C 'est dommage, c

'est le plus gros. On a toujours été fers. Les Français et les retraités, ils entendront qu 'on puisse s 'attaquer à ce bloc -là quand vous aurez fait la preuve par l 'exemple. Vous disiez un truc intéressant, on dit qu 'on va baisser les impôts et on les augmente. C 'est pareil. On a des politiques qui disent qu 'on va faire des économies et vous demander un effort. On demande les efforts et on fait pas les économies. C 'est une question de symbole. Un jour, on sait pas de quoi l 'avenir sera fait, mais on pourra demander des efforts aux Français. Aujourd 'hui, au vu de la situation sociale, on peut pas, alors qu 'on a pas fait la preuve par l 'exemple, aller encore leur prendre dans les poches.

Ca va être compliqué pour Sébastien Lecornu d 'expliquer aux Français qu 'il ne veut pas faire des

économies au moment où la vie est très chère, que beaucoup de Français aimeraient bien qu'on les aide à payer leurs carburants, à manger, à boucler la fin du mois. Ca va se télescoper forcément. C'est pas un budget qui correspond au moment.

Charles : Oui, mais la vie est chère. Pourquoi ? La vie est chère à mon sens, pour les Français, à cause du poids de cette puissance publique qui écrase tout sur son passage. Beaucoup de Français le vivent quand même. Je me répète un peu. La vie sera pas moins chère qu'au budget. Les artisans, les indépendants, les auto-entrepreneurs, les professions libérales, les commerçants, beaucoup de salariés le vivent, beaucoup de fonctionnaires le vivent. Ils vivent bien le fait que la différence est telle et parfois au-delà du réel, entre le brut et le net, que la vie devient chère si vous donnez tout ce que vous gagnez à la puissance publique. Il y a un moment où le serpent se mord la queue. En réalité, les Français sont plus mûrs, plus matures sur ce sujet-là. J'ai lu dans le détail la grande enquête du CIVIPOF pour le monde. Je sais pas si vous l'avez vu qui pointe les attentes des Français par rapport à la présidentielle. En réalité, il y a une volonté massive d'une forme de milleisme en France et d'une forme de tronçonneuse. Je pense que le cornu, en réalité, il pourrait aller beaucoup plus loin. On est au pied du mur, on peut aller sur Churchill, etc. Je crois qu'il est déformé par des années et des années de politique. C'est un ancien sénateur, il est jeune, mais il a déjà été sénateur, c'est pas anodin. Du coup, il ouvoie comme beaucoup font. Les Français seraient favorables à plus de clarté.

Merci, Thomas Ménager, monsieur le député. Merci, Charles Consigny.